

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

PDG : renforcer les capacités des structures de base

C'EST autour de cette thématique que les militants du Parti démocratique gabonais du département du Komo-Kango se sont retrouvés le week-end écoulé, dans le cadre de leur rentrée politique.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LE Parti démocratique gabonais (PDG) a effectué sa rentrée politique le week-end écoulé, dans le département du Komo-Kango, dans la province de l'Estuaire. C'est sous forme de tournée que les cadres de cette formation politique ont échangé avec "leurs camarades". Un événement qui a vu la participation du secrétaire provincial, Christophe Nze Mba, départemental, Bernabé Bekale Eko, communal d'Owendo, Éric Ranaud, et des membres du Bureau politique Jean Rémy Ossele

Sous un format pédagogique, les militants ont pu être éduqués sur ce que la hiérarchie attend d'eux.



Les militants PDG du département de Kango lors de leur rentrée politique.

Ndong, Henri Bekale Akwe et Valéry Burobu Bu Bussamb. Dans la fédération "Mont de Cristal" comme dans celle du "Komo", les débats étaient axés sur le renforcement des capacités managériales des structures de base du parti. Sous un format pédagogique, les militants ont pu être éduqués sur ce que la hiérarchie attend d'eux. Tout comme, ils ont été appelés à réellement s'imprégner de leurs fonctions et rôles au sein de leur écurie politique.

Après le mot de circonstance

prononcé par la secrétaire fédérale, Adèle Efoa Meyo et des exposés animés par Parfait Ebang, et Aimé David Nguema Nkoghe, le secrétaire provincial a profité de cette occasion pour revenir sur la nouvelle méthode impulsée par leur formation politique : la Régénération et la Revitalisation (2R). Laquelle, selon lui, doit constituer également le leitmotiv des militants. Aussi, s'est-il réjoui de l'esprit de cohésion et d'unité dont font preuve les Pdgistes du département du Komo-Kango.

Le CLR s'insurge contre la psychose entretenue

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LE Centre des libéraux réformateurs (CLR) est sans aucun doute l'une des formations politiques qui, à ce jour, s'est insurgée ouvertement contre les événements meurtriers de la semaine dernière. En atteste, le communiqué, (parvenu à notre rédaction), pondu hier par son délégué général, Dr Nicole Assélé. "Depuis des semaines, la quiétude de certains de nos villages et villes se trouve fortement perturbée par des rumeurs persistantes d'enlèvements ou de tentatives de rapt d'enfants, annoncées, abondamment relayées et amplifiées sur les réseaux sociaux", constate-t-elle pour le regretter. Avant d'ajouter : "En réponse à cette atmosphère de peur et de terreur, visiblement entretenue par des groupes d'individus s'employant à distiller dans le corpus social une psychose généralisée de nature à mettre à mal l'État de droit, est apparue une inclination à recourir à la constitution d'organisations d'autodéfense, ainsi qu'à l'exercice d'une justice populaire". Face au seuil critique atteint, marqué entre autres par des salles de classe vides, le CLR invite les gouvernants à faire preuve de fermeté. "Le CLR exhorte le gouvernement de la République à assumer pleinement ses responsabilités régaliennes, en garantissant à tous, la sécurité des biens et des personnes et permettre sans délais, le retour de nos enfants dans leurs écoles respectives". Dans la même foulée le parti de Nicole Assélé fustige le libertinage et les autres dérives consécutifs à l'utilisation des réseaux sociaux devenus pour ainsi dire le "tribunal populaire".



Fidèle à elle-même, Nicole Assélé a fortement condamné la justice populaire.

Tribune des partis politiques Drôle de silence!

Exceptés "trois tondus et un pelé", la classe politique dans sa globalité est restée quasiment aphone et atone après les soulèvements populaires de la semaine écoulée. Tous ses leaders ou presque n'ont daigné piper mot sur ce phénomène injustifiable, et surtout d'une bestialité jamais enregistrée sous nos cieux qui vient de meurtrir dans sa chaire et son âme le Gabon. Et même ceux qui sont sortis du lot en rompant le silence, se sont illustrés par des sorties laconiques et lapidaires. Tout simplement incompréhensible, quand on sait qu'une formation politique s'intéresse à tous les sujets surtout ceux inhérents à l'Homme.

Comment comprendre que lesdits soulèvements populaires, soldés par la mort de deux innocents, lâchement

assassinés par des pseudos justiciers populaires, (aujourd'hui activement recherchés pour répondre de leurs actes) aient ainsi laissé le landerneau politique de marbre? Comment comprendre que pour des causes moins nobles, les acteurs politiques soient prompts à donner de la voix? S'il s'était agi de supprimer le franc électoral ou les fonds de souveraineté des parlementaires et autres avantages taillés sur mesure, bref les acquis étroitement liés aux espèces sonnantes et trébuchantes, le monde politique aurait vraisemblablement été en ébullition.

Voilà qui démontre à suffisance, s'il était encore besoin de le prouver, la vraie nature de nos Hommes politiques. Des acteurs mus par leurs intérêts égoïstes, au détriment de ceux des populations qui les mettent en orbite via leurs

votes dans les urnes. Il est grand temps que les concernés redonnent à cette science, la politique, pourtant noble, ses lettres de noblesse, notamment en mettant au centre de leurs préoccupations l'intérêt général. Qu'ils soient de l'opposition ou de la majorité, les acteurs politiques doivent impérativement se comporter en ministre (c'est-à-dire des serviteurs au sens philosophique du terme). Et pour cause, cette donne est universelle et le Gabon ne peut pas se départir de la norme universellement établie. C'est à l'aune des vertus incarnées par les politiques que la vitalité d'une démocratie se juge également.

Yannick Franz IGOHO